

L'initiative de limitation pénalise la formation, la recherche et l'innovation

Les hautes écoles ainsi que les organisations d'encouragement de la recherche et de l'innovation en Suisse rejettent l'initiative populaire «Pour une immigration modérée». Cette initiative met en péril les conditions-cadres fondamentales sur lesquelles repose le pôle économique et scientifique helvétique. Un oui mettrait fin à la libre circulation des personnes, entraînant ainsi la résiliation de l'accord sur la recherche conclu avec l'UE. La libre circulation des personnes ainsi qu'une étroite collaboration internationale sont indispensables pour que les acteurs suisses de la formation, de la recherche et de l'innovation (FRI) puissent fournir des prestations d'excellence.

Berne, le 27 août 2020

Le Conseil des EPF, swissuniversities, le Fonds national suisse, Innosuisse – Agence suisse pour l'encouragement de l'innovation et les Académies suisses des sciences rejettent l'initiative de limitation. Ils ont organisé aujourd'hui un point de presse commun afin de faire part de leur position sur cette initiative et sur l'importance de la coopération européenne en matière de recherche.

La formation et la recherche suisses ont besoin de la libre circulation des personnes

L'initiative de limitation soumise au vote populaire le 27 septembre 2020 vise à mettre fin à la libre circulation des personnes et donc à abandonner la solution éprouvée des accords bilatéraux avec l'UE. Son acceptation aurait des conséquences dramatiques pour la formation, la recherche et l'innovation en Suisse. Les acteurs FRI ont besoin de la libre circulation des personnes. Pour maintenir leur position de pointe à l'échelle mondiale, ils doivent être en mesure de recruter les meilleurs chercheurs en Suisse et à l'étranger, car ce sont eux qui sont appelés à se consacrer à la recherche d'un vaccin contre le coronavirus ou à la mise au point d'appareils permettant aux paraplégiques de monter à nouveau les escaliers. Sans la libre circulation des personnes, la Suisse aurait d'énormes difficultés à bénéficier des talents et des idées en provenance de l'UE.

L'initiative de limitation menace la participation de la Suisse aux programmes de recherche de l'UE

Si l'initiative de limitation était acceptée, l'accord sur la recherche conclu avec l'UE serait lui aussi caduc, ce qui aurait un impact dévastateur sur la recherche et l'innovation en Suisse, et donc aussi sur l'emploi. Notre pays serait privé d'un savoir-faire considérable, d'un réseau international irremplaçable et de la possibilité de se mesurer avec les plus éminents scientifiques du monde entier. La recherche s'effectue majoritairement à l'échelle mondiale, que ce soit dans le domaine du changement climatique, de la lutte contre le cancer, de l'énergie ou de la pandémie actuelle. Dans ce contexte, les universités et organisations de recherche européennes sont les principaux partenaires de l'économie suisse, loin devant les Etats-Unis ou l'Asie. Les programmes de recherche européens offrent en outre une opportunité unique de coopération internationale entre les universités, l'industrie et les PME.

Initiative «Contre l'immigration de masse»: un scénario à ne pas reproduire

Les acteurs FRI ont déjà eu il y a six ans un aperçu de ce que signifierait un oui à l'initiative de limitation. Après l'acceptation de l'initiative «Contre l'immigration de masse», la Suisse a été exclue des programmes de recherche européens, d'abord totalement puis partiellement. A la suite de cela, les chercheurs suisses ont participé à nettement moins de projets internationaux et ont reçu moins de fonds de l'UE. Le pôle scientifique suisse a également perdu de son attractivité à l'échelle mondiale. Les répercussions sur le secteur scientifique ont été très importantes et se font encore sentir aujourd'hui. Il est donc absolument crucial que cette situation ne se reproduise pas. En conséquence, les acteurs FRI disent non à l'initiative de limitation.

Yves Flückiger, président de swissuniversities: «L'avenir de la Suisse est étroitement lié au futur de l'Europe scientifique. Pour maintenir la qualité des hautes écoles et de la formation, pour garantir le bien-être de la population suisse, swissuniversities recommande le rejet de l'initiative.»

Michael Hengartner, président du Conseil des EPF: «L'initiative de limitation menace l'accès aux programmes-cadres de recherche et au vivier de talents européens. Son acceptation serait catastrophique pour le Domaine des EPF.»

Angelika Kalt, directrice du Fonds national suisse: «Nous ne pourrions relever les défis planétaires comme le changement climatique que si les meilleures équipes de recherche européennes collaborent de manière rapide et efficace.»

Claudia Appenzeller, secrétaire générale des Académies suisses des sciences: «Les projets de collaboration doivent regrouper des partenaires issus des hautes écoles, des PME et/ou de l'industrie qui poursuivent un objectif commun. A elle seule, la Suisse ne peut pas offrir toutes ces perspectives. C'est pourquoi les programmes-cadres de recherche européens constituent une chance extraordinaire.»

André Kudelski, président d'Innosuisse: «Les programmes de coopération au niveau européen sont importants pour la compétitivité des entreprises suisses. Sous l'angle de l'encouragement de l'innovation, la Suisse a donc tout intérêt à y participer pleinement à l'avenir également.»